

DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT ET D'AMÉNAGEMENT PÉDAGOGIQUES
ACTION « Débats&Méthodes »

MERCREDI de la GÉOGRAPHIE
du 20 février 2008

Kenya :
violences et territoires

Séance animée par
Bernard CHARLERY DE LA MASSELIÈRE

Professeur de Géographie, Université de Toulouse2-Le Mirail



Bernard Charlery de la Masselière est l'ancien directeur de l'IFRA à Nairobi. L'Institut Français de Recherche en Afrique coordonne les travaux de scientifiques et d'universitaires en sciences sociales, sur l'Afrique de l'Est. Dépendant du Ministère des Affaires Etrangères, l'IFRA à Nairobi coopère notamment avec l'Institut de Recherche pour le Développement. Pour de plus amples informations et consulter les programmes de recherche : <http://www.ifra-nairobi.net>

Les violences au Kenya font actuellement l'objet d'une couverture médiatique sans précédent. On peut s'étonner de l'attention récente que la communauté internationale et les médias prêtent à ce pays. Le but est ici de mieux comprendre les racines de la violence ou plutôt des violences qui touchent ce pays, tout en rappelant que cet exposé ne cherche pas à réduire le Kenya à cette question. On s'attache surtout à comprendre comment les tensions naissent et s'expriment dans ce pays.

Le Kenya, un pays africain « stable » et « riche ».

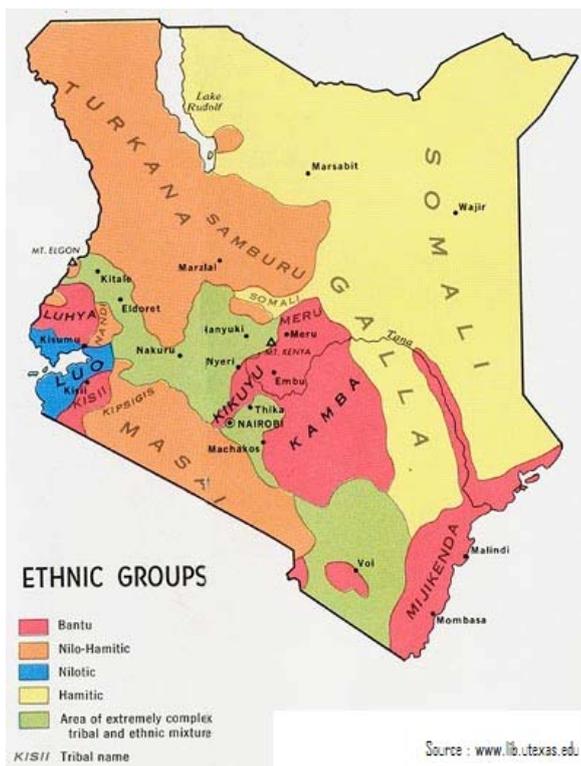
Le Kenya évoque, pour beaucoup d'entre nous, les safaris dans une savane quasi vierge d'hommes, où l'accompagnement touristique de qualité et la stabilité du pays se conjuguent pour que le séjour se passe dans les meilleures conditions. Cette image touristique idyllique n'est pas totalement à rejeter, même caricaturale elle reste le reflet d'une certaine réalité. Premier pays à mettre en place un tourisme de masse, le Kenya propose des infrastructures et des possibilités d'hébergement de qualité et a bénéficié, si l'on peut dire depuis le tsunami en ASIE du Sud-Est, d'un regain d'affluence. Ce pays affiche également une grande stabilité politique au regard de ses voisins, avec une grande tradition démocratique, parlementaire et une certaine liberté de la presse.

Une autre des ressources kenyanes est liée à la production agricole, le pays s'étant construit, lors de la colonisation, sur la valorisation des hautes terres bénéficiant d'un sol volcanique très fertile et d'un climat avantageux. En effet, ce climat équatorial d'altitude avec ses deux saisons des pluies, autorise deux voire trois récoltes annuelles et fait du Kenya un important exportateur mondial pour plusieurs produits agricoles, notamment le thé, le café et plus encore les fleurs. Celles-ci constituent pour ce pays la première source de revenus à l'exportation. Nos roses pour la Saint Valentin, Noël ou autres fêtes viennent pour beaucoup du Kenya ! Une agriculture d'exportation qui se porte donc bien et bénéficie de techniques modernes de production hors sol ainsi que de bonnes infrastructures de transports, le réseau viaire permettant un trafic important de poids lourds, et le port de Mombasa ouvrant sur l'Océan Indien (à noter qu'il est le plus grand des ports sur cette façade).

Le Kenya, et tout particulièrement sa capitale, Nairobi, est logiquement apprécié pour l'installation d'entreprises de services, c'est ici que l'on trouve également les sièges des grandes ONG travaillant dans la région, ainsi que de certaines agences des Nations Unies (Habitat, PNUE).

Pourtant l'actualité kenyane fait état de conflits sanglants à la suite des élections présidentielles, entre partisans de Mwai Kibaki, élu, et ceux de son principal rival Raila Odinga, qui n'a perdu l'élection qu'à un petit nombre de voix. Les violences seraient le fait des partisans de Raila Odinga qui contestent une élection entachée de rumeurs de fraudes, qui se confirmeraient. Des conflits qui seraient alimentés par l'appartenance ethnique de ces différents « camps », thèse qu'il faut nuancer, nous le verrons. Précisons d'entrée que ce pays connaît régulièrement des épisodes de grandes violences, non médiatisées, qui peuvent être cachées par le fait que le Kenya est un pays qui fonctionne relativement bien, politiquement, économiquement et socialement avec des élites bien formées et une classe moyenne urbaine.

Des violences ethniques ?



Les violences kenyanes sont présentées comme des violences ethniques, or cette interprétation est peut-être à mettre en rapport avec un problème bien plus prégnant et insoluble qu'est celui de la disponibilité foncière. Un retour historique s'impose avant de faire un rapide survol des violences « rurales » qui secouent le pays.

Les Britanniques s'installent définitivement au Kenya à la toute fin du XIXe siècle, et vont se concentrer sur la mise en valeur des hautes terres fertiles (White Highlands) de l'ouest du pays, zone autrement appelée le « Kenya utile ». Les zones vertes sur la carte correspondent à peu près à ces White Highlands. Ces reliefs reçoivent des précipitations qui peuvent être abondantes, à l'inverse des basses terres plus arides, et qui permettent deux voire trois saisons de culture sur un sol volcanique particulièrement riche. Les Britanniques vont occuper les terres les plus

fertiles, déplaçant les populations en leur attribuant un territoire délimité ce qui va contribuer à redéfinir les identités.

Le Kenya a toujours abrité un grand nombre de sociétés segmentées où le référent ethnique préexistait mais qui va se retrouver, dès lors, renforcé. Chaque groupe doit définir son ethnité, à chaque ethnité est attribué un territoire, une ségrégation qui se lit encore dans les paysages comme ici avec la frontière entre Maasaï et Kisii.



Côté Maasaï (à gauche sur la photographie), une densité qui ne dépasse pas les 5 habitants au km², alors que côté Kisii (à droite) on compte près de 900 habitants au km², autant que dans certains deltas fertiles de grands fleuves. Une frontière qui étonnamment résiste mais la pression sur la terre est à l'origine de nombreuses tensions, et de violences.

Au Kenya, l'histoire politique est souvent en lien avec la question du territoire et de la disponibilité foncière, c'est ainsi que l'indépendance s'amorce à la suite d'une révolte des paysans sans terre Mau-Mau. Les frontières ethniques deviennent des limites administratives, et à ce même moment s'opposent les partisans d'un Etat centralisé et ceux d'un Etat fédéraliste, où chaque communauté est limitée à sa province, c'est l'idéologie « majimbo ». Si le Kenya est aujourd'hui un Etat centralisé, cela n'a pas effacé l'opposition de ceux qui souhaitent la mise en place d'une construction majimbo, une opposition d'ailleurs régulièrement instrumentalisée par les politiques.

On a donc des tensions entre des territoires plus ou moins densément peuplés, qui s'avèrent être des territoires ethniques. Le point d'orgue de ces tensions est atteint autour de l'élection présidentielle, moment particulièrement délicat au Kenya étant donné le fonctionnement du processus électoral et le clientélisme politique qui s'y rapporte. Pour être élu, il ne suffit pas de remporter la majorité des suffrages, il faut également obtenir un quart des suffrages dans 25% des provinces. C'est ainsi que chaque candidat va rechercher le soutien de plusieurs ethnies mais il existe des provinces mixtes, qui ont été ouvertes après le départ des colons britanniques, où les moyens les plus radicaux peuvent être utilisés pour s'assurer du soutien d'un quart de la population. C'est ainsi que certaines communautés se chargent d'expulser celles qui sont considérées comme favorables au candidat opposé, dans ce qui s'apparente beaucoup à un nettoyage ethnique.

Mais il existe bien d'autres manières de s'accorder le soutien d'une communauté, particulièrement en utilisant la terre, si rare, comme outil de clientélisme politique. En effet, le partage même équitable du foncier ne suffirait pas à assurer une surface suffisante à chaque habitant, sans compter que chaque parcelle est re-divisée lors de l'héritage entre tous les

enfants. Certaines ethnies vont donc se voir offrir des terres en échange de leurs voix, terres qui proviennent du partage des grandes parcelles issues du départ des Britanniques, ou d'une partie d'une forêt, ce qui ne va pas sans provoquer l'hostilité des populations laissées pour compte.

Les partis politiques kenyans se sont donc constitués comme des partis ethniques et les conflits évoluent en fonction des alliances au sommet, mais l'on se rend vite compte que chaque face à face s'organise autour de la question de la propriété foncière ; la terre comme moteur de la politique du pays. A ce titre, on peut noter que les deux précédents présidents appartiennent à des familles de grands propriétaires terriens : Kenyatta a récupéré les cultures de café et des terres sur le Mont Kenya, Moi les cultures céréalières et des terres de la Rift Valley. Posséder des terres et un très bon argument de rétribution politique.

Des violences quotidiennes

Bien loin de la couverture médiatique qui est faite des conflits qui suivent les élections présidentielles, le Kenya abrite également un grand nombre d'autres violences.

Les territoires pastoraux arides sont eux aussi touchés par des affrontements, en rapport avec le problème du banditisme et d'un important trafic d'armes.. Malgré ses 2 à 3 habitants au km², il existe des tensions qui sont à mettre en lien avec la difficile mise en valeur des terres et la forte soumission au climat. Traditionnellement, lors de grosses sécheresses, la population s'autorégule, lors de raids sanglants visant à s'approprier les ressources (femmes et bétail) des groupes voisins. Cette zone pastorale est donc un territoire en conflit permanent, où l'Etat n'intervient pas et où les guérillas des conflits voisins ont tout loisir de s'installer.

Enfin, la violence touche aussi la ville, tout particulièrement la capitale, Nairobi, où le libéralisme sauvage a exacerbé les inégalités sociales. Même s'il existe un début de classe moyenne, la question de la redistribution des richesses n'est pas réglée et participe à l'éclosion de la violence. Quartiers riches avec golfs s'opposent aux quartiers pauvres voire miséreux ; les bidonvilles côtoient les immeubles, les contrastes de richesse s'affichent. Les marges des bidonvilles sont menacées par une forte pression immobilière puisque l'on crée des immeubles au détriment d'une population qui ne possède rien, pas même les quelques mètres carrés qu'elle occupe dans des conditions d'hygiène déplorables. Les bidonvilles, même s'ils sont des lieux actifs de survie, d'activité et de socialité, sont aussi le creuset de la violence urbaine. Ils abritent gangs et sectes, corruption et racket, drogue et prostitution.



On disait du Kenya qu'il était une « terre de contrastes », aujourd'hui on lui préfère l'expression d'« espace fragmenté », différentes manières de dire que ce pays ne saurait se résumer facilement c'est pourquoi il faut se méfier de la simple interprétation des violences actuelles comme étant d'ordre ethnique. Sous une apparente stabilité, le pays porte certaines violences ; qu'elles soient rurales ou urbaines elles sont bien souvent liées à une très forte tension sur la terre, ainsi qu'à la question du grand banditisme et des conflits voisins. L'on peut ajouter à cela les violences routières, les accidents de la route au Kenya sont particulièrement meurtriers, mais il y a aussi le SIDA et autres maladies qui constituent elles aussi une forme de violence.

Lors de son exposé, Bernard Charlery de la Masselière a voulu insister sur le fait que le zoom qu'il effectue sur la question de ces violences ne saurait en aucun cas résumer le pays. Lors du débat, certains détails ont été apportés sur la question urbaine et la redistribution des grandes propriétés britanniques lors de la décolonisation. Il ressort de cette discussion que même si elle avait lieu, la réforme agraire ne saurait suffire pour doter chacun d'une parcelle de terre suffisante à sa subsistance. Bernard Charlery de la Masselière s'est également interrogé sur le fait que les conflits ne se soient pas encore étendus sur la côte.

Compte rendu établi par Ambre GIROU, tutrice DAAP.